



Communiqué de Presse

Ipsos : Premier semestre 2014 Un mauvais semestre ne fait pas l'année Mais la rend plus difficile

Chiffre d'affaire -5,9%
Croissance organique +0,1%

Paris, 23 juillet 2014 – Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires d'Ipsos est de 756 millions d'euros en baisse de 5,9% par comparaison avec la même période de l'année précédente. Les effets de change sont le principal contributeur à cette évolution en diminuant de 5,1% les revenus d'Ipsos, par simple effet de conversion en euros des activités réalisées en dehors de la zone euro.

Les effets de périmètre, correspondant à des activités cédées ou arrêtées, pèsent pour 0,9%. La croissance organique d'Ipsos, sur le semestre est de 0,1%. Après un premier trimestre convenable, c'est pendant le deuxième trimestre – qui pèse pour près de 55% de l'activité du semestre – qu'Ipsos a calé.

D'avril à juin, toujours en comparaison avec 2013, le chiffre d'affaires d'Ipsos a baissé de 7,1%, ses trois composantes jouant dans le même sens : Les effets de change pour 4,7%, ceux du périmètre pour 1,3% et le niveau d'activité, sur une base comparable, fléchissant de 1,1%. C'est la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2013 qu'Ipsos constate une décroissance de son revenu. Cette inversion de tendance ne durera pas, mais elle aura, malgré son caractère éphémère, des conséquences sur les performances d'Ipsos en 2014.

A ce stade, nous anticipons, pour l'ensemble de l'année, un chiffre d'affaires stable ou légèrement croissant à taux de change et de périmètre constant, et un niveau de marge opérationnelle équivalent à celui de l'année dernière.

Evolution de l'activité par région et par ligne de métier

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013	Evolution 2014/2013	Croissance organique
Europe, Moyen Orient et Afrique	355,6	359,5	-1,1%	+1,5%
Amériques	277,9	314,9	-11,8%	-2,5%
Asie Pacifique	122,5	129,3	-5,2%	+2,5%
Chiffre d'affaires semestriel	756,0	803,7	-5,9%	+0,1%

L'évolution de l'activité est différente d'une région à l'autre.

Elle est en amélioration en Asie Pacifique avec une croissance organique de 2,5% (0% au premier et +5% au second trimestre), stable en Europe/Moyen-Orient/Afrique à 1,5% et très décevante dans la zone « Amériques » avec une diminution de l'activité de 2,5%. Dans cette zone les deux trimestres ont des profils différents : croissance de 2% de janvier à mars et décroissance de 6% d'avril à juin. La brutalité de ce retournement mérite des explications d'autant qu'il n'était pas anticipé et qu'avril avait été dans la ligne des mois précédents.

En mai et juin, l'activité d'Ipsos a été médiocre en Amérique Latine comme aux Etats-Unis. En Amérique Latine, plusieurs facteurs ont joué leur rôle, y compris la dégradation de la situation économique et politique dans certains marchés (Venezuela, Argentine et Brésil) et bien sûr, en juin en tout cas, l'effet Coupe du monde : de nombreux clients ne souhaitant pas conduire leurs projets à un moment où l'attention des consommateurs était détournée par la version moderne des jeux du cirque. Une partie importante du chiffre d'affaires d'Ipsos en Amérique Latine pendant ces deux mois ne s'est pas évaporée et fera l'objet d'un rattrapage dans les prochains mois.

Aux Etats-Unis, le problème est ailleurs. Le marché est évidemment sensible aux « nouvelles offres ». C'est d'ailleurs là que nos nouveaux services se déploient le plus rapidement même si, à l'évidence, ce n'est pas assez vite. Mais il y a plus : le contexte – économique et politique – est incertain aux Etats-Unis si l'on se réfère notamment à la drastique révision à la baisse de l'évolution du PNB américain pour le premier trimestre (décroissance de près de 3%) et à la contestation permanente dont fait l'objet l'administration. Surtout, le changement de comportement des grandes entreprises américaines évoqué au mois d'avril dans notre propre communication ne s'est pas – encore ? – réalisé.

Jamais autant d'entre elles n'ont engagé des plans ce qui revient à dire qu'elles continuent à privilégier des recherches de productivité au détriment de plus de croissance.

En 2013 les entreprises américaines ont rendu plus d'argent à leurs actionnaires sous forme de dividendes et de rachat d'actions qu'elles n'ont investi dans leurs (nouveaux) produits et services. Dans beaucoup de cas, l'innovation vient au secours de la stricte gestion du cash plutôt que dans le support à l'initiative et au développement.

Pour ces raisons et même si, comme nous le pensons, le volume d'activité d'Ipsos aux Etats-Unis va s'améliorer au second semestre, ce mauvais semestre ne permettra pas à Ipsos d'atteindre ses objectifs 2014.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par ligne de métier <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2014	1er semestre 2013	Evolution 2014/2013	croissance organique
Études publicitaires	120,3	131,6	-8,6%	0%
Études Marketing	390,6	420,2	-6,4%	-1%
Études Médias	71,2	79,2	-10,1%	-3,5%
Études d'Opinion et Recherche sociale	73,0	70,0	-0,1%	+3%
Études pour la gestion de la relation client / salarié	100,8	102,7	-1,8%	+5,5%
Chiffre d'affaires semestriel	756,0	803,7	-5,9%	+0,1%

Par ligne de métier les évolutions sont moins fortes et mieux prévisibles.

Ipsos MediaCT qui était très en retard à l'issue du premier trimestre avec une évolution organique de -7% s'est, comme prévu, redressé au cours du deuxième trimestre et termine le semestre à -3,5%.

Ipsos Loyalty, en charge des enquêtes liées à la gestion de la relation client, vient d'enregistrer deux bons trimestres consécutifs.

Ipsos Public Affairs et Ipsos ASI (études sur l'efficacité publicitaire) ont légèrement fléchi en fin de période sans que ceci soit très significatif.

Le trou d'air dans l'activité d'Ipsos au deuxième trimestre est plus marqué pour Ipsos Marketing qui, plus que toute autre ligne de métier, est dépendante de la volonté de nos clients de s'engager dans des investissements de croissance.

Compte de résultat résumé

<i>En millions d'euros</i>	S1 2014	S1 2013	Variation <i>S1 2014 /S1 2013</i>
Chiffre d'affaires	756,0	803,7	-5,9%
Marge brute	485,6	512,0	-5,2%
Marge brute / CA	64,2%	63,7%	+ 50 pb
Marge opérationnelle	39,1	49,0	-20,2%
Marge opérationnelle/ CA	5,2%	6,1%	-90 pb
Total des autres charges et produits non courants et non récurrents	(10,1)	(84,0)	-
Charge de financement	(10,9)	(12,8)	-7,8%
Impôts	(4,2)	(5,4)	-21,6%
Résultat net part du groupe	10,1	(60,2)	-
Résultat net ajusté* part du groupe	26,1	31,3	-16,6%

* Le résultat net ajusté part du groupe est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts, des autres produits et charges non courants.

La marge opérationnelle du Groupe subit les effets du manque de volume enregistré au deuxième trimestre et s'établit à 5,2% rapporté au chiffre d'affaires, soit une baisse de 90 points de base par rapport à la marge du 1^{er} semestre 2013, l'amélioration du taux de marge brute ne compensant que partiellement sa baisse en valeur absolue.

L'amélioration de la marge brute (qui se calcule en retranchant du chiffre d'affaires des coûts directs variables et externes liés à l'exécution des contrats) reste l'une des principales clés de l'amélioration de la rentabilité. Elle s'établit à 64,2% contre 63,7% pour le premier semestre de l'année précédente. Cette amélioration de 50 points de base provient de la poursuite d'une politique d'insourcing des capacités de production, de la poursuite du passage aux méthodes de collecte en ligne et d'une bonne capacité à maintenir les prix dans tous les pays.

En ce qui concerne les coûts d'exploitation, la **masse salariale** baisse de 4,2% en raison des effets de change mais augmente en pourcentage du chiffre d'affaires et de la marge brute, les effectifs étant à peu près stables à 15 512 employés permanents au 30 juin 2014 contre 15 536 au 31 décembre 2013 et 15 730 au 30 juin 2013.

La hausse des **rémunérations variables en action** qui passent de 5,5 à 6,5 millions d'euros pèse pour 20 points de base dans l'évolution de la marge opérationnelle, en raison de l'inclusion d'un plus grand nombre de salariés dans le plan d'association des équipes au succès de l'entreprise, via des attributions d'actions gratuites depuis 2012. A partir de 2015, le programme mis en place ayant atteint son plein régime en 2014 ne devrait plus peser sur l'évolution du taux de marge opérationnelle.

Les frais généraux sont maîtrisés et en baisse de 5,3%.

Les autres charges et produits opérationnels inclus principalement des effets de change transactionnels sur les postes du compte d'exploitation, qui étaient positifs au premier semestre 2013 et négatifs au premier semestre 2014.



Communiqué de presse – suite – 23 juillet 2014

En dessous de la marge opérationnelle, les **dotations aux amortissements des incorporels** liés aux acquisitions concernent la partie des écarts d'acquisition affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et faisait l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 2,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 2,4 millions précédemment.

Le solde net du poste **autres charges et produits non courants et non récurrents** s'établit en retraité à -7,9 millions d'euros contre -10,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition ainsi que les coûts liés aux plans de restructuration en cours, notamment en Europe de l'Ouest.

Au premier semestre 2013, les autres charges et produits non courants et non récurrents publiés incorporent aussi **l'impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate**, qui se montait à 73,2 millions d'euros. Il n'y a pas eu de faits nouveaux dans ce dossier depuis le 31 décembre 2013.

Les charges de financement. La charge d'intérêt nette s'élève à 10,9 millions d'euros au premier semestre contre 12,8 millions d'euros sur la même période de 2013, en baisse de 7,8% en raison de la baisse de l'endettement. La variation de la juste valeur des dérivés est négative pour 0,9 millions d'euros.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 24,7% contre 25% au 30 juin 2013 (taux effectif hors impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate). Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 1,8 millions d'euros (contre une charge de 2,8 millions au premier semestre 2013) qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées, et qui est par conséquent retraitée dans le résultat net ajusté.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe, qui est l'indicateur pertinent et constant utilisé pour la mesure de la performance, s'établit à 26,1 millions d'euros, en baisse de 16,6% par rapport au premier semestre 2013. Le résultat net, part du Groupe publié s'établit à 10,1 millions d'euros contre -60,2 millions d'euros après l'impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate.

La structure financière

Flux nets de trésorerie libre. La Trésorerie libre générée par l'exploitation et nette des investissements courants redevient bénéficiaire à 29,4 millions d'euros contre un déficit de 3,1 millions d'euros au 30 juin 2013 malgré la hausse saisonnière du besoin en fonds de roulement, ce qui constitue un véritable tournant après l'opération Synovate et aussi un record historique depuis l'introduction en bourse d'Ipsos, il y a 15 ans, au 1^{er} juillet 1999. Dans le détail, la capacité d'autofinancement s'établit à 48,0 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 59,3 millions d'euros au premier semestre 2013, en ligne avec la baisse du résultat d'exploitation.

Le besoin en fonds de roulement qui connaissait une variation négative de 25 millions d'euros au premier semestre 2013 montre pour la première fois depuis longtemps une variation positive de 13,3 millions d'euros.

Les investissements courants en immobilisations corporelles et incorporelles, principalement constitués d'investissements informatiques, sont en légère baisse en lecture directe dans le tableau des flux de trésorerie : 6,3 millions d'euros décaissés sur le semestre contre 8,7 millions d'euros à la même période de l'an dernier. En effet, Ipsos a entrepris depuis 3 ans une politique d'investissements dans le domaine informatique qui ne sont pas capitalisés au bilan mais sont enregistrés sous forme de services informatiques dans les coûts d'exploitation. Il convient de noter par ailleurs qu'Ipsos a également pour principe comptable constant de ne pas capitaliser les coûts des temps passés par ses propres équipes de développeurs. Les investissements informatiques comptabilisées en charges d'exploitation (que ce soit sous forme de services informatiques, de masse salariale des 600 informaticiens qui travaillent à Ipsos et de dépréciation de matériels et logiciels achetés et capitalisés) se sont élevés au total à 100 millions d'euros en 2013 et devraient être stables en 2014 (à taux de change constant).



Communiqué de presse – suite – 23 juillet 2014

En ce qui concerne les *investissements non courants*, Ipsos a investi 5,1 millions d'euros au total sur le semestre dans son programme d'acquisition, procédant notamment au rachat de minoritaires dans une société américaine et dans certains pays émergents, Egypte et Balkans.

Par ailleurs, Ipsos a investi 9,9 millions d'euros dans son programme de rachat d'actions afin de limiter les effets de dilution de ses plans d'attribution d'actions gratuites.

Les capitaux propres à 820,7 millions d'euros contre 804,5 millions au 30 juin 2013.

Les dettes financières nettes s'élèvent à 541,9 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 634,0 millions d'euros au 30 juin 2013, en raison de la bonne génération de flux de trésorerie d'exploitation sur les 12 derniers mois. Elles montrent même une légère baisse significative par rapport au niveau de 544,8 millions d'euros atteint au 31 décembre 2013 malgré le pic traditionnel du besoin en fonds de roulement au passage du 30 juin en raison du nombre élevé de projets d'études en cours.

Le ratio d'endettement net est de 66,0% contre 78,8% au 30 juin 2013.

Position de liquidité. La trésorerie à la clôture du semestre s'établit à 135,7 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 98,1 millions d'euros au 30 juin 2013, assurant une bonne position de liquidité à Ipsos qui dispose par ailleurs d'environ 200 millions d'euros de lignes de crédit disponibles.

Perspectives 2014

Dans les mois qui viennent les facteurs de soutien à la croissance d'Ipsos ne manquent pas. Certains d'entre eux sont susceptibles de jouer un rôle important.

- Malgré leurs difficultés, les pays émergents – pas tous mais beaucoup d'entre eux – connaissent une croissance de leur économie qui n'est pas affectée par les anticipations déflationnistes. Ipsos est bien placé dans la plupart des pays émergents et bénéficie de cette implantation renforcée grâce à l'acquisition de Synovate en 2011. Au premier trimestre, la progression de l'activité a été de 5,3% en organique. Ce rythme devrait se maintenir à ce niveau même si l'expérience prouve que ces marchés sont volatiles et même si les effets de change ont eu sur le chiffre d'affaires calculé en euros un effet très négatif le réduisant de plus de 10%.
- Malgré un volume généré encore faible, les nouveaux services qu'Ipsos propose à ses clients deviennent un vecteur essentiel au soutien de l'activité et à une amélioration de ses relations avec eux. Ils représentent aujourd'hui 7% de notre chiffre d'affaires. Au total ils progressent de 40%. Chacun d'entre eux enregistre une croissance supérieure à 10%. Qu'il s'agisse d'utiliser de nouvelles approches de type Ethnographie ou Neurosciences, d'initier de nouvelles façons de travailler ensemble via des workshops d'activation, de mobiliser les ressources analytiques des équipes d'Ipsos dans des projets de type « Big Data », de s'appuyer sur l'essor des réseaux sociaux, ou de pouvoir - grâce aux plateformes mobiles - réduire de façon drastique le temps d'exécution d'un projet d'études, toutes ces initiatives, dont certaines sont plus transformatrices que d'autres, contribuent - et contribueront - à combler l'écart entre ce à quoi le marché aspire et ce qu'Ipsos est capable de produire et, pourquoi ne pas le dire, entre ce à quoi Ipsos aspire – une croissance soutenue et rentable – et ses performances actuelles.
- Malgré les choix conservateurs de nos grands clients traditionnels, toujours plus préoccupés d'efficacité et de sécurité plutôt que de croissance et de conquêtes, nous voulons continuer de croire à ce que nous avons entendu en début d'année. Nous avons écrit au mois d'avril que « nos équipes sont sollicitées [...] pour contribuer à la mise en place de systèmes et de protocoles destinés à aider à la création de nouvelles initiatives, de nouvelles idées, de nouveaux marchés ». A l'évidence ceci ne s'est pas traduit en mai et juin par une activité satisfaisante. Sans doute faut-il laisser du temps au temps. A un moment donné, les audacieux sortiront du bois et montreront une nouvelle fois que les premiers qui bougent ont souvent raison.



Communiqué de presse – suite – 23 juillet 2014

Il n'y a pas de fatalité au déclin des marques, à la stagnation des prix et des volumes vendus. Les consommateurs et les clients ne sont pas rassasiés. Ils sont juste mieux éduqués, moins naïfs, plus sollicités aussi par des offres semblables. Ipsos, comme toute l'industrie de la recherche, a son rôle à jouer pour redonner confiance à ses clients, pour les aider à mieux définir et conduire leur politique de croissance. Nous savons qu'il nous appartient de démontrer chaque jour la valeur de notre contribution. Nous savons que nous réussirons si nous sommes capables d'apporter à nos clients une information sûre, pertinente, et facile d'utilisation, sous une forme si possible agréable.

Nous avons défini nos critères de performance et nous mesurons, chaque jour, pour chaque projet et programme que nous exécutons, si nous sommes capables d'apporter à nos clients la sécurité, la simplicité, la vitesse et la substance, dont ils ont besoin et qui justifient leur choix de travailler d'abord avec nos équipes.

Pouvons-nous réussir au deuxième semestre à mieux faire qu'au premier ? C'est la conviction de nos équipes, notamment en Amérique du Nord et en Amérique Latine. Elles disposent en tout cas des idées, de la volonté et des ressources pour rattraper, pour une part, le temps perdu.

Toutefois, comme indiqué plus haut, au regard des tendances du premier semestre, nous prévoyons sur l'ensemble de l'année un chiffre d'affaire stable voire légèrement en croissance à périmètre et taux de change constants et un niveau de marge opérationnelle équivalent à celui de 2013.

Annexes

- **Compte de résultat consolidé**
- **Etat de la situation financière**
- **Etat des flux de trésorerie consolidés**

**Une plaquette complète des états financiers consolidés
est disponible sur le site www.ipsos.com**

**La présentation de l'activité et des résultats du premier semestre 2014
sera disponible le 24 juillet sur le site www.ipsos.com**

Nobody's Unpredictable

« Nobody's Unpredictable » est la signature publicitaire d'Ipsos.

Parce que les clients de nos clients sont de plus en plus souvent infidèles à leurs habitudes - ils zappent, changent volontiers de comportements, de points de vue, de préférences -, nous aidons nos clients à capter ces mouvements qui caractérisent nos sociétés.

Nous les aidons à comprendre leurs clients - et le monde - tels qu'ils sont.

Ipsos est coté sur l'Eurolist de NYSE-Euronext.

La société qui fait partie du SBF 120 et de l'indice Mid-60 est également éligible au SRD.

**Code Isin FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP
www.ipsos.com**

Compte de résultat consolidé

Comptes semestriels au 30 juin 2014

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Chiffre d'affaires	756 012	803 777	1 712 403
Coûts directs	(270 387)	(291 752)	(614 620)
Marge brute	485 625	512 025	1 097 783
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(335 133)	(349 841)	(690 096)
Charges de personnel - rémunération en actions	(6 452)	(5 462)	(11 321)
Charges générales d'exploitation	(103 847)	(109 678)	(215 393)
Autres charges et produits opérationnels	(1 085)	1 967	1 158
Marge opérationnelle	39 108	49 011	182 132
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(2 280)	(2 394)	(4 712)
Autres charges et produits non courants	(7 913)	(10 801)	(18 205)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(43)	(4)	26
Résultat opérationnel (avant impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	28 871	35 811	159 241
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation		(73 155)	(71 273)
Résultat opérationnel	28 871	(37 344)	87 968
Charges de financement	(11 790)	(12 790)	(23 373)
Autres charges et produits financiers	(7)	(2 327)	(5 903)
Résultat net avant impôts	17 073	(52 461)	58 693
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(2 437)	(2 600)	(29 715)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	(1 781)	(2 780)	(3 782)
Impôt sur les résultats	(4 217)	(5 380)	(33 498)
Résultat net	12 856	(57 841)	25 195
Dont part du Groupe	10 104	(60 159)	17 439
Dont part des minoritaires	2 752	2 318	7 756
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	0,22	(1,33)	0,38
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	0,22	(1,33)	0,38
Résultat net ajusté	29 034	33 824	129 685
Dont Part du Groupe	26 131	31 336	120 950
Dont Part des minoritaires	2 903	2 488	8 735
Résultat net ajusté, part du groupe par action	0,58	0,69	2,67
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	0,57	0,68	2,63

Etat de la situation financière
Comptes semestriels au 30 juin 2014

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
ACTIF			
Goodwills	1 142 586	1 177 605	1 133 006
Autres immobilisations incorporelles	84 915	89 727	87 336
Immobilisations corporelles	34 364	43 245	36 154
Participation dans les entreprises associées	735	474	772
Autres actifs financiers non courants	25 752	24 594	23 832
Impôts différés actifs	38 047	46 683	36 544
Actifs non courants	1 326 400	1 382 328	1 317 644
Clients et comptes rattachés	529 890	555 129	583 932
Impôts courants	22 999	21 465	18 866
Autres actifs courants	77 405	80 226	56 977
Instruments financiers dérivés	3 456	3 217	2 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135 686	98 132	148 703
Actifs courants	769 436	758 169	810 702
TOTAL ACTIF	2 095 836	2 140 496	2 128 346

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
PASSIF			
Capital	11 334	11 334	11 334
Primes d'émission	540 201	540 201	540 201
Actions propres	(1 438)	(1 052)	(686)
Ecart de conversion	(54 941)	(25 079)	(61 274)
Autres réserves	311 649	267 255	349 513
Capitaux propres - part du Groupe	806 805	792 659	839 088
Intérêts minoritaires	13 881	11 909	13 409
Capitaux propres	820 686	804 568	852 497
Emprunts et autres passifs financiers non courants	614 629	525 612	628 355
Provisions non courantes	16 277	19 104	16 076
Provisions pour retraites	22 145	20 267	20 997
Impôts différés passifs	105 031	105 719	104 148
Autres passifs non courants	73 643	77 033	65 636
Passifs non courants	831 724	747 735	835 212
Fournisseurs et comptes rattachés	203 957	210 799	221 600
Emprunts et autres passifs financiers courants	66 444	209 768	67 397
Impôts courants	5 383	5 593	10 296
Provisions courantes	3 989	5 958	3 941
Autres passifs courants	163 652	156 074	137 403
Passifs courants	443 425	588 193	440 637
TOTAL PASSIF	2 095 836	2 140 496	2 128 346

Etat des flux de trésorerie consolidés

Comptes semestriels au 30 juin 2014

en milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
RESULTAT NET	12 856	(57 841)	25 195
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	12 241	13 389	26 578
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	43	4	(26)
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs	44	133	506
Variation nette des provisions	(111)	79 360	74 624
Rémunération en actions	5 838	4 955	10 814
Autres produits et charges calculés	460	(488)	(1 034)
Frais d'acquisition de sociétés consolidées	668	1 665	2 814
Charge de financement	11 790	12 790	23 373
Charge d'impôt	4 217	5 380	33 498
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT	48 048	59 347	196 341
Variation du besoin en fonds de roulement	13 348	(24 968)	(54 136)
Intérêts financiers nets payés	(10 696)	(12 695)	(24 699)
Impôts payés	(13 690)	(14 739)	(25 132)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION	37 009	6 945	92 374
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(6 294)	(8 728)	(17 186)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	53	122	325
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières	(1 326)	(1 484)	(1 103)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées	(934)	(1 465)	11 784
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(8 501)	(11 555)	(6 180)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation / (Réduction) de capital	-	186	186
(Achats) / Ventes nets d'actions propres	(9 847)	(4 050)	(3 944)
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme	(24 896)	(24 886)	(28 733)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires	(623)	3 997	3 287
Rachats d'intérêts minoritaires	(5 099)	(1 997)	(2 395)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(28 996)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(2 042)	(124)	(885)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(42 507)	(26 874)	(61 480)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(13 998)	(31 483)	24 714
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie	982	(2 640)	(8 265)
TRESORERIE A L'OUVERTURE	148 703	132 254	132 253
TRESORERIE A LA CLOTURE	135 686	98 132	148 703